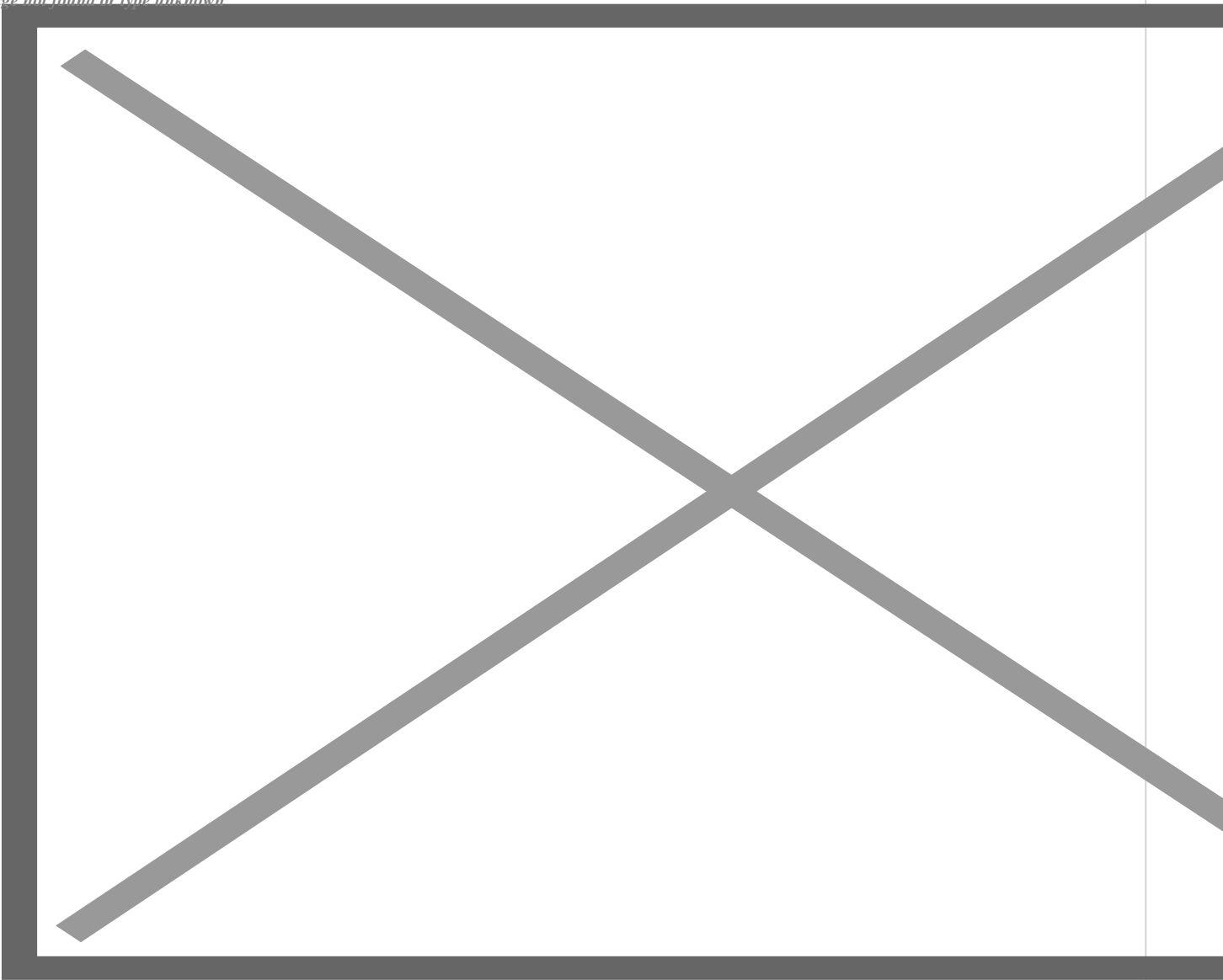


La crise politique persiste au Guatemala

Image not found or type unknown



Par María Josefina Arce

La tension est à nouveau montée d'un cran au Guatemala, suite à de nouvelles actions du douteux ministère public, qui a perquisitionné ces derniers jours le siège du Tribunal suprême électoral, en s'abritant derrière de prétendues plaintes concernant les élections générales, au cours desquelles Bernardo Arévalo a remporté le second tour avec 60 % des suffrages.

Avec un important déploiement policier, le ministère public a saisi des milliers de procès-verbaux contenant les résultats du premier tour, qui s'est déroulé le 25 juin et au cours duquel plus de quatre mille postes publics ont été élus aux urnes.

Cette nouvelle action vise à mettre en doute les résultats déjà officiels des élections et à empêcher M. Arévalo, du Mouvement Semilla (Semene

ce), qui est persécuté pour son message clair de lutte contre la corruption et son éloignement de l'élite économique et politique de la nation centraméricaine, d'entrer en fonction en janvier prochain.

Il s'agit de la quatrième attaque contre le Tribunal suprême électoral, qui a déposé une injonction auprès de la Cour constitutionnelle pour mettre fin aux actions du bureau du procureur général.

Ce nouvel assaut de l'organe judiciaire contre le processus électoral, qui a également donné lieu à des mandats d'arrêt et à des demandes de levée de l'immunité des magistrats électoraux, a entraîné une grève nationale illimitée pour défendre les résultats des élections à partir de lundi.

Plusieurs routes ont été bloquées par les manifestants, qui réclament la démission de la controversée procureure générale Consuelo Porras, qui dirige le ministère public et a été accusée de criminaliser les juges et les procureurs et de protéger les politiciens corrompus.

La manifestation a été convoquée par les dirigeants des 48 cantons de Totonicapán et a été rejointe par 10 autres départements guatémaltèques.

Les actions contre le mouvement Semilla se sont intensifiées depuis que son candidat, Bernardo Arévalo, s'est étonnamment qualifié pour le scrutin du 20 août, après avoir remporté le premier tour contre Sandra Torres, du parti de droite Unité nationale de l'espoir.

Des tentatives avaient déjà été faites pour disqualifier Semilla et son siège à la ville de Guatemala avait été perquisitionné.

Le président élu a dénoncé une tentative de coup d'État visant à neutraliser son parti au Congrès et à l'empêcher d'accéder à la présidence.

La crise politique persiste au Guatemala où les milieux puissants s'inquiètent de l'arrivée d'Arévalo à la présidence et tentent par tous les moyens d'ignorer la volonté populaire exprimée dans les urnes, qui reflète le désir de changement dans ce pays d'Amérique centrale.

<https://www.radiohc.cu/fr/especiales/comentarios/335778-la-crise-politique-persiste-au-guatemala>



Radio Habana Cuba